

Citation style

Ripa, Yannick: Rezension über: Anne Hugon, *Histoire des femmes en situation coloniale. Afrique et Asie, XXe siècle*, Paris: Éd. Karthala, 2004, in: ~ *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2008, 3 - Empires coloniaux, S. 705-707, DOI: 10.15463/rec.1189719969

Annales

Histoire, Sciences Sociales

copyright

This article may be downloaded and/or used within the private copying exemption. Any further use without permission of the rights owner shall be subject to legal licences (§§ 44a-63a UrhG / German Copyright Act).

celle d'une identité « confisquée » que le territoire reste sous domination française après les années 1960.

Le pouvoir colonial s'est ici imposé au moyen d'un régime de l'indigénat inédit à l'échelle de l'empire, car fondé sur le cantonnement des Kanaks dans des réserves dont ils ne seront autorisés à sortir qu'en 1946. L'interdiction de se déplacer librement eut des effets directs en matière scolaire : si l'école n'était pas construite à proximité, les Kanaks ne pouvaient qu'exceptionnellement s'y rendre. L'enseignement gouvernemental fut par ailleurs embryonnaire, même si l'auteur conclue à un triplement des effectifs en 60 ans (de 1 500 à 4 500 élèves environ). *A contrario* de ce que l'on observe en Afrique ou en Asie, le certificat d'études indigène n'exista pas en Nouvelle-Calédonie, pas plus que l'enseignement secondaire – le baccalauréat est obtenu par le premier Mélanésien en 1962 – ou professionnel (à l'exception de l'école de Montravail qui forma quelques dizaines de moniteurs). Enfin, les témoignages d'anciens élèves dessinent un univers véritablement concentrationnaire où l'enrégimentement et la discipline s'accompagnaient d'une alimentation toujours insuffisante. Cette expérience partagée a ancré chez les « Vieux » le sentiment d'avoir été une génération sacrifiée et le livre de M. Salaün va alors plus loin que la seule analyse de la question scolaire. Il interroge les relations entre les communautés et l'État, les héritages et la mémoire, dans un contexte de domination violente dont les effets restent d'actualité.

PASCALE BARTHÉLÉMY

1 - Voir notamment Marie-France LANGE (dir.), n° spécial « Enseignements », *Cahiers d'études africaines*, 169-170, 2003.

2 - Jean-Marie KOHLER et Loïc WACQUANT, *L'école inégale. Éléments pour une sociologie de l'école en Nouvelle-Calédonie*, Paris, Institut culturel mélanésien/ORSTOM, 1985, p. 10.

3 - M^{me} NOGUE, « Les sages-femmes auxiliaires en Afrique occidentale française », *Bulletin du comité d'études historiques et scientifiques de l'AOF*, 6, 3, 1923, p. 429-470, ici p. 450.

4 - Voir Alice L. CONKLIN, *A mission to civilize: The republican idea of empire in France and West Africa, 1885-1930*, Stanford, Stanford University Press, 1997.

Anne Hugon (dir.)

Histoire des femmes en situation coloniale.

Afrique et Asie, XX^e siècle

Paris, Karthala, 2004, 240 p.

Au regard du long désintérêt dont fit montre la communauté historique pour les femmes, il n'est guère étonnant de constater, avec les auteures de cet ouvrage, le déficit persistant de recherches sur les colonisées et les colonisatrices. Le bilan dressé par les trois premières contributions montre que cette négligence incombe surtout aux historien(ne)s francophones qui n'ont pas suivi le chemin ouvert en 1985 par l'étude sur *La femme au temps des colonies*¹, et sont demeuré(e)s insensibles à la richesse des travaux anglophones croisant histoire coloniale et histoire du genre.

Le premier mérite de cet ouvrage collectif féminin est de tirer les conséquences de cette carence historiographique : éviction du sujet « femme » d'une part, et non prise en compte de la dimension genrée de la situation coloniale d'autre part. Si on excepte les travaux sur l'Algérie et quelques tentatives de synthèse sur les femmes et le colonialisme, ce comportement perdure puisqu'en 2002, sur les 22 contributions de *Décolonisation, décolonisations*, seul un article abordait l'expérience féminine². Celle-ci est pourtant capitale pour comprendre le fonctionnement colonial ; ne serait-ce que pour lui restituer sa dimension sexuée, sa virilité dans le droit fil de la « conquérante masculinité », qui ne pouvait qu'influencer la perception de tout colonisé et la gestion de la colonie.

Passé ce constat attendu, le bilan historiographique s'attache à comprendre le sens de ces lacunes. Ainsi la méconnaissance des femmes du sous-continent indien par l'historiographie française interpelle-t-elle car elle contraste avec la richesse des recherches anglophones. La responsabilité, selon Janaki Nair, incombe à la frilosité francophone de s'affirmer féministe, c'est-à-dire de ne pas se contenter de fabriquer un « nouveau sujet historique [...] mais d'élaborer une critique des méthodes de la discipline elle-même, discipline soi-disant neutre et en réalité imperméable à la perspective du genre ». Les Françaises seraient dépourvues de la dimen-

sion politique des féministes chercheuses du continent indien qui, en contestant l'histoire conventionnelle, veulent faire reconnaître que « tout aspect du réel est genré », ce que les *subaltern studies* rechignent à admettre. Pareille remarque étonne quand les historiennes des femmes françaises ont adopté de longue date cette posture et que Danielle Haase-Dubosc clôt ce livre en rappelant la riche collaboration entre historiennes féministes indiennes et françaises pour « repenser les féministes dans un monde transnational ».

En Inde comme en Afrique, ce ne sont pas les sources qui font défaut mais la volonté de les interroger. Sophie Dulucq et Odile Goerg en veulent pour preuve l'abondante documentation fournie pour l'Afrique subsaharienne par les missionnaires et les philanthropes sur « la condition féminine ». La marginalisation des problématiques sexuées conduit les auteures à conclure à une « injection à petites doses [qui] ne constitue pas une démarche centrale ». Même abondance pour étudier les Vietnamiennes dont la présence dans l'histoire moderne et contemporaine est « massive, dynamique [...] valorisant dans le contexte sociopolitique actuel et valorisée par l'historiographie vietnamienne », dans la continuité de l'histoire millénaire à laquelle les femmes ont participé comme actrices économiques et résistantes politiques à l'occupation chinoise. Pourtant, les activités nationalistes féminines après le mouvement des « nouveaux lettrés » et avant la création du parti communiste n'ont pas été objets d'études. Quant au militantisme révolutionnaire des femmes, il est certes valorisé mais la spécificité de leurs luttes et leur conscience de genre sont évacuées au profit d'une hagiographie d'héroïnes, propres à dénoncer « la société féodale » et sa morale, notamment familiale.

Les autres contributions de cet ouvrage confirment le bien-fondé de cette entreprise historiographique : toutes renouvellent l'articulation colonisation/femmes/genre, y compris sur des sujets en apparence bien connus, comme celui du rôle et de l'implication des « sages-femmes africaines diplômées en Afrique occidentale française (AOF) des années 1920 aux années 1960 ». Pascale Barthélémy démontre que si la naissance demeure une

affaire de femmes, les sages-femmes qui, au nom du savoir des colonisateurs, modifient les pratiques d'accouchement et donc le pouvoir des matrones, sont les instruments d'une politique masculine dominatrice. La maternité peut donc être le lieu de l'acculturation, c'est ce que confirme Anne Hugon à la suite de l'historiographie anglaise qui a prouvé la place centrale de la maternité dans l'entreprise coloniale : pour les métropolitaines, la maternité est un devoir moral à l'égard de la nation colonisatrice, pour les colonisées un devoir économique. Dans la Gold Coast entre 1920 et 1950, la refonte de la maternité, imposée par la formation au « métier de mère », s'insère dans la politique coloniale, partie prenante de l'*indirect rule*. Modifications sociales et économiques débouchent sur de telles transformations qu'on a pu parler de « gender chaos » (Jean Allman). L'article découvre les stratégies de contournement adoptées par les colonisées face à cette imposition étrangère, chaque groupe a su élaborer sa propre idéologie en la matière, cette diversité « défie [...] le concept de 'bonne mère' », elle signe un échec de la politique colonisatrice, en un lieu pour le moins inattendu.

C'est du reste cette démarche qui prévaut dans tout l'ouvrage : interroger les sources bien au-delà de ce qu'elles semblent dire. Ainsi Catherine Jacques et Valérie Piette veulent-elles comprendre comment un groupement féminin – l'Union des femmes coloniales belges fondée en 1923 – « peut servir la cause coloniale » quand il se donne pour but d'aider les femmes et les enfants en comprenant la société congolaise, et Faranirina Rajaonah décrypte la matière dont ces trente dernières années le genre a été véhiculé par des manuels de lecture d'enseignantes malgaches.

Emmanuelle Sibeud se dégage, elle, des antennes sur la misogynie des colonisateurs, lesquelles bloquent toute réflexion approfondie, pour étudier la façon dont Maurice Delafosse, ethnographe de renom, parvient à articuler des propos dépréciatifs sur les femmes sénoufo, dites « laides et mal conformées », avec ses inlassables plaidoyers sur « l'originalité et la diversité des civilisations », et comprendre l'impact de cette posture sur sa gestion d'administrateur au nord de la Côte-

d'Ivoire. De fait, l'historienne affirme que cette perception des femmes le conduit à une « interprétation totale du rapport de domination qui le lie à ces sociétés ». Elle souligne une évidence, dont avant ce livre on a pourtant peu tenu compte, surtout dans ses effets, à savoir le déséquilibre sexué : la masculinité de la société colonisatrice implique une « confrontation entre des hommes colonisateurs d'un côté et des hommes et des femmes colonisées de l'autre ». Si les conséquences pratiques semblent aller de soi, il faut être, avec E. Sibeud, attentif aux enjeux théoriques : d'une part, ces approches masculinocentriques conduisent à confondre « délibérément la masculinité, la domination, notamment coloniale, et le progrès en les opposant à la féminité, à l'assujettissement et à la primitivité », d'autre part, elles s'inscrivent dans la « révolution culturelle de la science de l'homme ». « Ce qui se joue, en France, autour des sociétés africaines et dans l'expérience coloniale du terrain ethnographique, c'est en effet l'acceptation d'une diversité culturelle effrayante parce qu'elle menace d'explosion l'unité du genre humain ». Un livre passionnant et stimulant.

YANNICK RIPA

1 - Yvonne KNIBIEHLER et Régine GOUTALIER, *La femme au temps des colonies*, Paris, Stock, 1985.

2 - Christine LEVISSE-TOUZÉ et Romain H. RAINERO (dir.), *Décolonisation, décolonisations. Actes des journées internationales d'histoire, 19-21 octobre 2000*, Caen, Mémorial de Caen, 2002.

**Benjamin N. Lawrance,
Emily Lynn Osborn
et Richard L. Roberts (éd.)**

*Intermediaries, interpreters and clerks:
African employees in the making
of colonial Africa*

Madison, University of Wisconsin Press,
2006, 332 p.

Le constat de l'importance des intermédiaires africains dans le fonctionnement de l'État colonial est ancien, mais les travaux consacrés à la question sont rares. Le silence de l'historiographie reflète sans doute les logiques de

constitution des archives coloniales – une partie de l'écriture des rapports officiels consistant précisément à gommer les traces de l'intervention d'auxiliaires locaux dans la production de savoirs ou l'action politique. Pour évaluer spécifiquement le rôle des employés administratifs africains (interprètes, écrivains, clercs) dans l'histoire de l'Afrique coloniale, les auteurs de cet ouvrage collectif ont donc dû faire preuve d'inventivité méthodologique : d'une part en utilisant des sources peu connues, comme les autobiographies, les productions littéraires et ethnographiques de lettrés africains ou les archives judiciaires locales, et d'autre part en ayant recours à des approches que l'on peut qualifier de « micro-historiques ». Biographies individuelles, études de scandales, d'affaires et d'enquêtes policières permettent de décrire, selon le principe de « l'exception ordinaire », les contraintes et les marges de manœuvre de l'action des intermédiaires africains de l'administration coloniale. Ces choix donnent lieu à une plongée passionnante dans le quotidien de ces « passeurs » placés à l'interface des univers coloniaux et indigènes, dont les rôles de négociation, de courtage, de traduction et d'appropriation ont littéralement façonné la domination coloniale en Afrique.

L'un des mérites de l'ouvrage est d'engager une discussion collective autour de plusieurs questions d'actualité en histoire coloniale, à partir d'une douzaine d'études situées en Afrique coloniale française et britannique. Celle de l'État colonial d'abord, que l'examen des « petites mains » de la colonisation donne à voir au ras de ses routines administratives. Parfois décrit comme une machine omnisciente et omnipotente, il apparaît dans cet ouvrage comme un ensemble hétérogène et incohérent, fondamentalement dépendant de l'intermédiation d'acteurs indigènes tant pour son fonctionnement pratique que dans sa quête d'hégémonie au sein des sociétés locales. Les trajectoires et les initiatives des clercs, secrétaires ou interprètes démontrent aussi que les répertoires d'action des indigènes ne se laissaient pas enfermer dans l'alternative entre collaboration et résistance. De même, le nombre et l'importance de ces figures de « l'entre-deux » font clairement apparaître